

éditorial

Le 18 mars 1962, les accords d'Evian mettaient fin à huit années de guerre entre la France et l'Algérie, après plus de 130 ans de présence française dans le pays. Le 5 juillet 1962, l'Algérie proclamait son indépendance. De nombreux chercheurs et enseignants-chercheurs de notre institution ont travaillé et travaillent toujours sur l'Algérie dans de nombreuses disciplines : archéologie, histoire, sociologie politique, anthropologie. Leurs travaux sont reconnus à l'international et notre médiathèque abrite un fonds important d'archives, textuelles, sonores et visuelles, déposées par des personnalités scientifiques de notre institution qui ont marqué le champ des études algériennes.

Cette *Lettre de la MMSH* fait écho au 60^e anniversaire de l'indépendance algérienne. Au-delà de la commémoration de la tragique guerre d'Algérie, épisode ultime d'une longue histoire coloniale qui suscite encore émotions et débats, c'est l'occasion de proposer une photographie analytique de la recherche sur l'Algérie telle qu'elle a été et est encore menée, aujourd'hui, par nos chercheuses et chercheurs. Une recherche dynamique, inventive qui renouvelle en profondeur les approches et les connaissances académiques de ce pays si proche de nous.

Sophie BOUFFIER,
Directrice de la MMSH

SOMMAIRE

IREMAM	2
France-Algérie, la question de la « réconciliation »	
MMSH	3
L'Algérie au cœur des archives de la recherche de la Médiathèque	
CCJ	6
Le partenariat de la MMSH avec l'Algérie dans le domaine de l'archéologie	
LA3M	8
Destruction et renaissance du grand souk d'Alger : des Français à l'œuvre	
TELEMME	10
Créations et circulations artistiques entre l'Algérie et la France	
RECHERCHE-CRÉATION	11
<i>Haraka</i> , installation sonore mémorielle	
IDEAS	14
An-Harkie	
MMSH - MIMED	16
L'Algérie coloniale. Traces, mémoires et transmissions	

numéro
SPÉCIAL
« Algérie :
questions mémorielles
et patrimoniales »

MONTRER L'ALGÉRIE AU PUBLIC : UNE FACETTE DU MÉTIER DE CHERCHEUR À L'IREMAM

Héritier d'un gros pôle de recherche et de documentation sur le Maghreb, né dans le contexte de la décolonisation des pays d'Afrique du Nord, l'IREMAM, créé en 1986 par André Raymond, s'est ouvert au reste du monde arabe et musulman sans cesser de s'intéresser au Maghreb. Pendant longtemps, il est resté le principal foyer d'un « espace de recherche franco-maghrébin », stimulé par les collaborations nord-sud issues de la coopération. À Aix, l'IREMAM a aussi bénéficié de la proximité des Archives nationales d'outre-mer, avec lesquelles il a organisé plusieurs manifestations scientifiques et réalisé des expositions destinées à mettre le savoir historique sur la Méditerranée et l'Afrique à la portée du grand public, parfois avec le soutien des Archives de France.



J'ai été à des titres divers impliqué dans ces opérations, dont la plus aboutie fut sans doute « l'Algérie et la France. Destins et imaginaires croisés » ; j'en ai assuré le commissariat scientifique avec mon collègue algérien Fouad Soufi. Nous avions fait le choix de ne pas rester prisonniers du temps colonial, mais d'ouvrir en amont et en aval l'histoire des rapports entre les deux pays. L'exposition, réalisée pour L'Année de l'Algérie en France en 2003, fut présentée une vingtaine de fois en France entre 2003 et 2012, et deux fois en Algérie en 2015, à l'occasion de ce qui aurait dû être la signature du Traité d'amitié et de coopération franco-algérien. Le catalogue fut imprimé dans les mêmes termes dans les deux pays.

Après cette expérience, je fus contacté par le musée des Invalides pour écrire les textes de l'exposition sur l'Algérie que ce musée préparait pour 2012 et qui rencontra un vif succès. Peu après, on m'offrit de participer à un chantier plus ambitieux : la reformulation du projet de musée sur l'Algérie, lancé par Georges Frêche en 2003 à Montpellier pour répondre aux attentes mémorielles des Français d'Algérie. La cohabitation des historiens et des militants algérienistes dans ce projet initial avait rencontré des écueils qui avaient fait fuir la plupart des chercheurs. Il s'agissait désormais de recadrer ce projet dans une logique de recherche, celle d'une histoire de la France et de l'Algérie, et non d'une célébration de la France en Algérie. Avec la conservatrice Florence Hudowicz et son équipe, et avec le soutien du président de l'Agglomération, Jean-Pierre Mourre, nous nous employâmes entre 2012 et 2014 à remobiliser des réseaux de chercheurs pour achever les salles du parcours permanent ou monter des expositions temporaires. Une collaboration étroite se noua à cette occasion avec la Médiathèque de la MMSH.

Mais en mai 2014, six mois avant l'ouverture du Musée d'histoire de la France et de l'Algérie (MHFA), le nouveau maire de Montpellier décide soudainement d'arrêter le projet, sous la pression des associations algérienistes, et de dédier l'espace libéré à l'art contemporain. Sa décision, faite sans concertation avec les acteurs concernés, est avalisée en juin par le Conseil d'agglomération. Elle suscite pendant plusieurs mois un vaste débat public, avec une pétition de 5.000 signatures et de multiples protestations dans la presse et la radio. Ces réactions ne seront pas totalement vaines : en 2016, le président Hollande envisage de relancer le projet, sans y donner finalement suite. Et en 2017, le Musée national de l'Éducation accueille à Rouen l'exposition temporaire la plus emblématique qui ait été préparée pour le MHFA, sur L'École en Algérie. Elle accueillit vingt mille visiteurs.

Mais c'est surtout le rapport commandé par le président Macron à Benjamin Stora, rendu en janvier 2020, qui relance le projet. Une des préconisations majeures du rapport est en effet la réactivation du projet de MHFA tel qu'il a été reformulé entre 2012 et 2014. Depuis 2020, un long cheminement réunit, par-delà les divergences politiques, la ville de Montpellier et l'État sur ce projet. L'objectif est de ne plus laisser une collectivité locale porter seule un projet d'intérêt national, comme précédemment. L'État est prêt cette fois à apporter des moyens, notamment immobiliers et financiers, et l'aide de ses services. Mais beaucoup d'incertitudes demeurent : sur la nature de l'institution à mettre en place (musée ou institut dans le cadre d'un Groupement d'Intérêt Public?) ; sur les motivations réelles des deux partenaires, l'État et la cité, dans l'opération ; sur les objectifs de « réconciliation », avec l'Algérie, avec les « pieds-noirs » ou à l'intérieur de la société française que chacun en attend. Surtout, la place et la liberté qui seront données aux chercheurs, français, étrangers, locaux et surtout maghrébins dans le dispositif ne sont pas encore tranchées. Or, c'est important pour assurer un partenariat fécond avec les décideurs et avec les conservateurs.

Hier comme aujourd'hui, la réalisation d'un musée historique sur l'Algérie n'est pas une aventure tranquille !

L'ALGÉRIE AU CŒUR DES ARCHIVES DE LA RECHERCHE DE LA MÉDIATHÈQUE

Au moment de la création de la MMSH, en 1997, des fonds de chercheuses et de chercheurs jusqu'ici dispersés au sein de plusieurs laboratoires ont été réunis à la Médiathèque ; l'opportunité unique de croiser dans un seul lieu des sources issues de diverses disciplines, qui ont traversé les technologies du début du 20^{ème} siècle à nos jours : papiers, calques, cartes, plaques de verre, diapositives, négatifs et tirages, bandes et cassettes analogiques puis, dès les années 2000, Minisdiscs et DAT, films sur tous supports, disquettes, vidéodisques ou fichiers numériques natifs. Une grande part de ces archives témoigne des activités, des tâtonnements, des processus de réflexion, des données utilisées dans les publications sur le terrain algérien, sur lequel historiens, sociologues, anthropologues, politistes, linguistes, musicologues, historiens de l'art, ont travaillé. Les archives constituées forment aujourd'hui un fonds considérable, cohérent et en grande partie inédit sur la Méditerranée et tout particulièrement sur l'Algérie. Les fonds sur l'Algérie correspondent à environ 80 mètres linéaires sur un ensemble de 600 mètres linéaires, et à une quinzaine de collections.

Au-delà d'une compréhension du processus réflexif des chercheurs, de la contextualisation de leurs terrains et de l'intérêt des données recueillies ou produites, ces archives apportent également un savoir original sur l'histoire des sciences, la façon dont les réseaux et les laboratoires se sont constitués localement mais également à l'échelle de la Méditerranée et, parfois, au-delà. En effet, certains fonds sont associés à des laboratoires antérieurs à la création de la MMSH. Par exemple, Bruno Etienne (1937-2009) a dirigé le Centre de recherche et d'étude des sociétés musulmanes, le CRESM, laboratoire fondateur de l'IREMAM, ou encore, Anne Roche, professeure de littérature, a appartenu au GDR 093 qui a donné naissance à l'UMR TELEMMe. Dans le fonds homonyme de son ouvrage, écrit avec Marie-Claude Taranger, *Celles qui n'ont pas écrit*, se trouve une petite cinquantaine d'heures d'entretiens enregistrés par des étudiants dans le cadre de ses enseignements auprès de personnes qui ont vécu en Algérie avant la guerre d'indépendance et auprès de soldats appelés. Sur ces derniers, une partie des entretiens a été réalisée par Anne Roche, elle-même, pour la rédaction d'un article publié sous le titre « Je vous le raconte volontiers parce qu'on ne me l'a jamais demandé ».

Naturellement, celles ou ceux qui ont fait don de leurs archives – directement ou par leurs ayants droit – sont aussi issus de laboratoires de la MMSH. L'IREMAM est certainement le laboratoire le plus présent. Trois exemples en témoignent avec les fonds de Marceau Gast (1927-2010), d'André Raymond (1925-2011) et de François Chevaldonné. Marceau Gast, directeur de recherche au CNRS rattaché à l'IREMAM, a choisi de déposer la totalité des sources qui documentent son expérience professionnelle en Algérie. Ses archives ne se limitent pas aux sources de sa thèse sur l'alimentation ou à ses travaux sur les coffres kabyles ; elles recueillent aussi des documents inédits concernant ses activités au sein des centres sociaux créés par Germaine Tillon ou encore des milliers de photographies – qui ne sont pas encore toutes numérisées. Parmi les 10 000 diapositives qui témoignent des recherches sur les villes ottomanes d'André Raymond, directeur de l'IREMAM entre 1986 et 1989, une centaine a été réalisée en Algérie. Enfin, début 2022, les archives de François Chevaldonné, directeur de recherche au CNRS, ont été données à la Médiathèque. Si elles ne sont pas encore classées, une partie d'entre elles avait déjà été archivée sur le Web car son exposition « 100 000 réfugiés. 1955-1962 : un exode algérien à la frontière ouest » avait été archivée sur la WayBack Machine en 2003, avec le soutien du pôle *Image, son, pratiques du numérique*. La convergence de ces archives est assez remarquable puisqu'un autre fonds, plus récent, de l'IREMAM, vient les rehausser, transformant le collecteur en témoin. Lors du programme de recherche sur les « Coopérants au Maghreb du milieu des années 1950 à la fin des années 1970 », François Chevaldonné, Bruno Etienne et André Raymond ont été interviewés par Jean-Robert Henry, Sébastien Denis et François Siino. Leurs récits font désormais partie des archives.

Dans la soixantaine d'entretiens réalisés auprès d'anciens coopérants, pour la plupart alors jeunes universitaires ou chercheurs en sciences sociales, trente-cinq d'entre eux témoignent de leur vie



Situation de collecte lors d'une formation destinée à des étudiant·e·s en Master d'ethnomusicologie à Alger, photographie de V. Ginouvès, Alger, 4 avril 2017, licence CC-BY-NC <https://media.hal.science/hal-03902224v1>



professionnelle en Algérie. Comme une nouvelle séquence mémorielle, ces entretiens gardent trace d'un moment où le flux des rapatriés et militaires qui regagnent massivement la métropole à l'issue d'une guerre impitoyable croise celui de milliers de jeunes diplômés qui traversent en sens inverse la Méditerranée. Les archives constituées autour de cette guerre donnent à lire un héritage historique complexe. Elles sont sources de représentations multiples et originales, que les témoignages oraux viennent enrichir, multipliant pour chaque témoin les facettes de cette mémoire. Il peut s'agir de ceux qui ont participé à la guerre du côté de la France, comme les entretiens enregistrés par Sandrine Marrou (16h) auprès d'appelés de la région de Toulouse dans le cadre de sa maîtrise dirigée par Robert Ilbert en 1999 ou ceux réalisés auprès de Harkis par Grégor Mathias (66h) dans le cadre de son Diplôme d'études approfondies sous la direction de Jean-Louis Triaud, en 1999 là encore. Des témoignages de celles et ceux qui se sont engagés du côté de l'Algérie indépendante pendant la guerre sont également présents à travers les entretiens recueillis par l'historienne Hélène Bracco, auprès des Européens en Algérie indépendante (28h) ou des civils et des militaires qui ont désobéi pendant la guerre d'indépendance (12h).



Vue sur la Mosquée Saïf et la structure urbaine autour du port d'Alger, photographie d'André Raymond, Alger, 1950, licence Etalab, <https://media.hal.science/hal-03925583v1>

européenne Hélène Bracco, auprès des Européens en Algérie indépendante (28h) ou des civils et des militaires qui ont désobéi pendant la guerre d'indépendance (12h).

A propos de la France pendant la période coloniale, de la guerre et de son actualité, il ne faut pas oublier que la Médiathèque de la MMSH donne accès à la totalité des archives de l'Inathèque de l'Institut français de l'audiovisuel. Rappelons à cette occasion le projet européen dans lequel la MMSH a été impliquée entre 2008 et 2012 dans le cadre de la COPEAM (Conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen) à la demande des détenteurs d'archives audiovisuelles de la région méditerranéenne qui a donné jour au projet Med-Mem « Mémoires audiovisuelles de la Méditerranée » mené par Maryline Crivello (TELEMMe). Au-delà des archives de la télévision et de la radio

française, ce projet a permis de donner accès de façon contextualisée à des documents originaux comme le dossier réalisé par Karima Dirèche (TELEMMe) sur le thème « La question coloniale et postcoloniale algérienne ».

Enfin, une des particularités du secteur archives de la recherche de la Médiathèque de la MMSH, est d'avoir pu bénéficier – à travers les membres des différents laboratoires – d'échanges fructueux avec des chercheurs et chercheuses franco-algériens ou algériens qui ont fait don de plusieurs fonds issus de terrains algériens. Ces fonds d'archives nous donnent une remarquable opportunité d'appréhender le passé de l'Algérie autrement que par son passé colonial. Celui de Fanny Colonna (1934-2014), dont la carrière s'est déroulée entre l'Algérie et la France, est particulièrement représentatif. La sociologue franco-algérienne a d'abord été assistante au Centre de recherches sur l'Afrique méditerranéenne à l'Université d'Alger en 1967 avant d'entrer au CNRS comme attachée de recherche puis directrice de recherche en 1987. Une grande partie de ses archives - photographies, enregistrements, papiers - se réfère à la région des Aurès (2 ml). Notons que Fanny Colonna a fourni à la Médiathèque l'opportunité d'un dépôt d'un ensemble de documents collectés par le chercheur français Joseph Desparmet (1863-1942) sur la littérature orale populaire qui ont été encore peu exploités. Présenté récemment par Kamel Chechoua (IREMAM), dans un séminaire à la MMSH sous le titre « Joseph Desparmet et la résistance culturelle populaire et lettrée dans l'Algérie coloniale », ce fonds reste encore à découvrir.

Deux autres fonds sonores de chercheurs algériens s'ajoutent à ces ensembles, constituant les sources de deux thèses. La première, soutenue en 2001 à Sorbonne-Université (alors Paris IV) renvoie aux travaux de la musicologue Maya Saidani sur la musique



Enregistrements de terrain de l'ethnologue Marceau Gast (1927-2010) déposés à la phonothèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme, photographie de Laure Principaud, février 2002, licence CC-BY, <https://media.hal.science/medihal-02150883v1>

du Constantinois (12h). La seconde, soutenue en 1990 à l'Université de Paris-Cité (alors Paris V) par Faouzi Adel (1947-1999), donne à entendre des hommes et femmes de l'Est Algérien - Constantine, Annaba, Bejaia, Tizi-Ouzou, Batna, Sétif, Biskra - enregistrés dans les années 1988 par le socio-anthropologue. Les témoins évoquent, en langues arabe ou française, la formation de leur lien conjugal et décrivent leurs modèles familiaux. La recherche, met l'accent sur l'hétérogénéité des populations de cette région, issues de milieux socio-professionnels divers et sur la prégnance de la mémoire de la colonisation des témoins qui font alors face à la crise sociale et économique des années 1980. Au-delà des luttes familiales et individuelles pour assumer les dépenses du foyer, c'est aussi la vie quotidienne, les relations amoureuses et l'éducation des enfants qui se racontent, à travers une Algérie en pleine mutation.

A la lecture de ce bref état des lieux des fonds d'archives conservés à la Médiathèque de la MMSH, se dessine la complexité de ces sources, des usages et des lectures multiples qui peuvent en être faites, historiques et anthropologiques bien sûr, mais aussi sociétales, politiques, économiques, linguistiques, idéologiques, littéraires... Ces archives sont librement accessibles à toutes et tous, dans le respect des règles éthiques et juridiques qui s'y rattachent. L'engagement de la Médiathèque dans la science ouverte offre désormais des ré-usages multiples. L'un des derniers exemples, imprévisible, est *Haraka*, l'œuvre sonore, présentée dans cette lettre par le compositeur Jérémie Nicolas. L'installation sera visible à la MMSH en octobre 2023 : au cœur d'un cercle métallique que le visiteur a atteint à travers un couloir plongé dans la pénombre, la voix de l'enquêteur tombe du ciel, celle de l'historien Grégor Mathias qui a recueilli les témoignages de harkis. La réponse qui surgit est musicale. Elle restitue les récits dramatiques et contradictoires des supplétifs de la guerre, leurs silences, leurs hésitations, les manques au cœur des discours qui expriment l'indicible d'un événement traumatique.

Véronique Ginouvès,
responsable du secteur archives et
de la Phonothèque de la MMSH

Merci à *Karima Dirèche,*
TELEMMe, pour sa relecture attentive

**Les photographies sont issues
des collections du secteur archives de la recherche
de la Médiathèque de la MMSH mises en ligne sur
la plateforme d'archives ouvertes MédiHal**



Germaine Tillion (1907-2006) visite de la classe nomade de Marceau Gast (1927-2010) dans l'Ahaggar dans les années 1950, photographie de Marceau Gast, 1953, Ahaggar, licence CC-BY-NC-ND, <https://media.hal.science/hal-03973443>

LE PARTENARIAT DE LA MMSH AVEC L'ALGÉRIE DANS LE DOMAINE DE L'ARCHÉOLOGIE



En janvier 2018, la signature d'une convention cadre de partenariat scientifique dans le domaine de l'archéologie entre la MMSH et le Centre National de Recherche en Archéologie algérien, marque la reprise des activités et des échanges dans les domaines de la formation, de la recherche et de la valorisation/dissémination. Elle fait écho à une longue tradition au sein des laboratoires d'archéologie d'Aix-en-Provence, conduite par des chercheurs et enseignants-chercheurs de renom tels Paul-Albert Février, Gabriel Camps, Philippe Leveau et Roger Guéry qui ont travaillé sur le terrain et ont contribué à la formation de nombreux étudiants algériens et français.



Cette convention cadre a donné lieu à la création du « Chantier-école algéro-français en Archéologie (AMU-CNRA) » : la MMSH, tout particulièrement à travers la contribution de plusieurs membres du Centre Camille Jullian, a participé à l'organisation de stages de formation animés par des intervenants des deux pays et à destination des membres du CNRA et d'étudiants algériens à Alger et à Tipasa. Ils ont d'abord porté sur des domaines jugés prioritaires par le partenaire algérien : la céramologie et l'archéologie maritime et subaquatique. Plusieurs des actions menées ont pu bénéficier du soutien de l'Institut français d'Algérie (mobilités entrantes et sortantes, bourses pour des étudiants algériens, aide à l'édition et à la numérisation d'archives conservées à la MMSH, etc.).

En février 2020, le CNRA et la MMSH ont signé une convention d'application adossée à la convention cadre pour mettre en œuvre le « Chantier-école d'archéologie terrestre et maritime de Tipaza » avec pour objectif de mener conjointement une cartographie du site, de la Préhistoire à la période islamique, tout en formant des jeunes chercheurs et des conservateurs du patrimoine et de proposer une étude archéologique préalable à la mise en valeur du site.

Dans ce sens, un premier projet intitulé « TIPAZA_THC : Recherches sur les « Thermes du centre » et leurs environs à Tipasa » a été obtenu en 2021 à travers l'appel à projets AMORCE de l'Institut d'Archéologie Méditerranéenne ARKAIA porté par T. Amraoui (CCJ) et A. Soltani (CNRA) et en partenariat avec l'Office de Gestion et d'Exploitation des Biens Culturels (OGEBEC), le Centre universitaire de Tipaza et le CoPaM. Il se proposait de mener une étude globale sur un monument du centre urbain de la ville antique, les « Thermes du centre », dégagés en 1915 puis dans les années 1950 et qui, pour des raisons de conservation, a été identifié comme prioritaire par l'OGEBEC, gestionnaire du site. Dans le contexte de pandémie de COVID 19 encore très marqué en 2021, les missions de terrain ont dû être annulées et les fonds ont été consacrés à





Vues du site de Tipasa, Algérie.
Crédit Archéophy

initier les travaux de numérisation et d'indexation de la documentation concernant ce site.

En 2022, à travers l'Ambassade de France en Algérie, le « Chantier-école d'archéologie terrestre et maritime de Tipaza » a obtenu un financement lié à l'appel à projets annuel FSPI (Fonds de Solidarité aux Projets Innovants) d'un montant de 600 000 euros auprès du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français » sur une durée de deux ans. Ce projet s'intitule « ARCHEoPHY : Archéométrie et géophysique appliquée à l'archéologie à travers le chantier-école algéro-français de Tipasa (CNRA-Aix-Marseille Université/MMSH et Ambassade de France en Algérie) ». Il est coordonné administrativement par l'Ambassade de France en Algérie (Service Coopération Scientifique et Culturel) et scientifiquement par T. Amraoui (CCJ-AMU-MMSH) et A. Soltani (CNRA). Il a pour objectifs de soutenir la création d'une cellule de géophysique appliquée à l'archéologie et d'archéométrie en Algérie qui sera établie au sein du CNRA (Tipaza) non seulement par l'achat de matériel de pointe mais également à travers diverses opérations pluridisciplinaires de formation, recherche et valorisation sur le terrain en différents points du site. Ce projet est fortement interdisciplinaire puisqu'il lie archéologie et sciences de la Terre : co-porté par le Centre Camille Jullian, il bénéficie aussi de l'expertise et du soutien du CEREGE et du CRAAG algérien.

Carnet Hypothèses :

<https://archeophy.hypotheses.org/>

L'équipe-projet Archéophy



Centre Camille Jullian

Histoire et archéologie de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord de la Protohistoire à la fin de l'Antiquité

DESTRUCTION ET RENAISSANCE DU GRAND SOUK D'ALGER : DES FRANÇAIS À L'ŒUVRE

En 1830, l'armée française à Alger se trouve face à un enchevêtrement de ruelles peu propice aux mouvements de troupe. Pour se ménager un point de contrôle central d'où ils surveilleront l'ensemble de la ville et afin de disposer d'un espace dans lequel ils puissent se rassembler et manœuvrer, les militaires se hâtent de transformer une partie de la basse Casbah en une vaste place d'Armes. Cela se fait aux dépens des constructions du vieux centre qui sont au croisement des trois axes principaux conduisant à Bāb al-Wād, à Bāb 'Azzūn et à Bāb al-Ġazīra. La création de cette place entraîne en effet, entre 1830 et 1833, la démolition de la mosquée al-Sayyida, fondée au XVI^e siècle et lieu de prière des chefs de la Régence turque jusqu'en 1817, et celle du grand souk soit quatre-cent-vingt maisons ou boutiques et quinze marchés sur un peu plus de quarante au total que compte la ville, détruits sur un carré d'environ un hectare. Les niveaux de la Régence turque (1518-1830) ainsi scellés lors de la création de la place d'Armes par les Français ont été dégagés à l'occasion de la fouille de la place des Martyrs conduite en partenariat par le Centre National de Recherche en Archéologie d'Algérie (CNRA) et l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) entre 2013 et 2015. Cette fouille ouverte sur 3 500 m, dans le centre historique classé au patrimoine national de l'Algérie et inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1992, précédant le percement d'une station de métro sur l'extension de la ligne vers Bāb al-Wād, a



En arrière-plan le palais du dey, Dār al-Imāra et, au premier plan, la mosquée al-Sayyida. Place d'Alger, gravure de A. Genet en 1830 (ESQUER, 1929 : vol. II, pl. CLI 355).

permis d'apprécier la vie des marchands, des artisans et des habitants d'Alger de 1518 jusqu'au lendemain de l'intervention française à travers la mise au jour des vestiges de la mosquée al-Sayyida et de boutiques et d'ateliers de petite métallurgie équipés de fours où des artisans façonnaient le fer, le plomb, le cuivre et les métaux précieux bâtis le long de ruelles soigneusement pavées. Dans ces structures bien préservées, de nombreuses poteries, locales et importées, aux multiples usages, ont été recueillies. En l'absence de travaux antérieurs consacrés aux céramiques de cette période en Algérie, la fouille offrait donc une opportunité exceptionnelle de traiter, sur des bases archéologiquement sûres, du mobilier de cette époque tardive. La typochronologie des poteries et de la vaisselle employées durant la Régence turque et au tout début de l'occupation française était à construire sans point de comparaison pour les fabrications locales qui n'avaient jusqu'alors pas été reconnues. L'étude que j'ai menée, publiée en 2021, fait désormais référence pour identifier les céramiques produites et commercialisées à Alger et en Algérie entre le XVI^e et le début du XIX^e siècle, aborder le commerce de la vaisselle dans une partie de l'Empire ottoman moins connue et restituer le cadre de vie dans lequel elles étaient utilisées.

Véronique François
archéologue, directrice de recherche CNRS, LA3M



Place d'Alger, peinture de A. de Longuemar en 1832
(Esquer, 1929 : Vol II, pl. CLI 355)

CRÉATIONS ET CIRCULATIONS ARTISTIQUES ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

La journée d'étude « Créations et circulations artistiques entre l'Algérie et la France ; entre enjeux politiques et esthétiques, 1930 – 1964 », s'est tenue le 6 avril 2022 à la MMSH.

L'objectif était d'interroger les enjeux esthétiques et politiques dans le contexte des circulations artistiques entre la France et l'Algérie durant la colonisation, la guerre de libération nationale et l'immédiate indépendance de l'Algérie. Il nous paraissait fondamental, en effet, de faire un état des lieux de la recherche afin de retracer au mieux cette période déterminante pour les arts en France et en Algérie.

Cette journée s'est structurée autour de deux problématiques principales : quels sont les échanges entre les deux rives méditerranéennes ? Quels paradoxes le contexte de la décolonisation a-t-il mis en lumière chez les artistes ?

L'ambition de cette journée était de rassembler et de mettre en dialogue différentes approches. L'intervention de l'historien Alain Messaoudi a examiné les discours sur les fonctions sociales de l'art déployés dans le programme du musée des Beaux-Arts d'Alger durant les années 1930 et 1940. Amel Benguedda, doctorante en architecture, a proposé une étude de l'architecte-peintre Jean de Maisonseul entre les années 1930 et 1962. Autre figure incontournable de la modernité artistique algérienne, Abdallah Benanteur a fait l'objet d'une communication par Anissa Bouayed. L'historienne y analyse le choix de l'abstraction par l'artiste au cours de la guerre d'Indépendance.

En outre, la notion de groupe a été étudiée. La « génération du môle d'Alger » a été au cœur de l'intervention de Lydia Haddag, doctorante en histoire de l'art. Ces artistes et intellectuels se rassemblent autour d'idées communes : l'émancipation, l'indépendance mais aussi les recherches formelles.

L'historienne de l'art Fadila Yahou, souhaitait, quant à elle, soulever des questions esthétiques : le choix de la non-figuration par les artistes algériens. Il était question d'interroger la distanciation – circonstancielle ou choisie – des pratiques avant-gardistes naissantes opérée par les artistes algériens.

La journée s'est clôturée par la communication d'Amandine Piel, chargée d'études documentaires, qui s'est penchée sur l'expression d'une résistance politique et culturelle entre 1944 et 2008, en particulier chez les artistes du Signe.

La création artistique pendant la colonisation, la guerre et l'indépendance de l'Algérie révèle de nombreux paradoxes quant à sa circulation et sa réception. Enfin, une publication des actes permettrait d'étudier davantage les rapports de domination dans le champ artistique ; la remise en question de la notion de modernité ; ou encore les liens entre les arts et le politique.

Gwenn Riou, Docteur ATER en histoire de l'art et Fadila Yahou, membre associée, TELEMME



Daniel Pommereulle, *Sanity Spectacle*, octobre 1962,
© Galerie Christophe Gaillard,
Courtesy Archives Daniel Pommereulle.

HARAKA, INSTALLATION SONORE MÉMORIELLE

L'effroi, la rencontre avec la mort qui ne tue son spectateur que ponctuellement, si l'on peut se permettre cet abus de langage, font entrer la personne blessée et vivante dans un espace à venir où sa parole sera requise. Mais après le souffle coupé, la gorge se noue. Dans l'ère du témoignage l'audience cherche à entendre ce qui ne peut-être dit, comme à l'affût pas tant d'une parole de toute façon impossible, que d'un écho du choc initial de l'effroi qui se niche dans le silence du témoin. Je cherche ces moments où la voix se trouve de nouveau arrêtée par un proche ou lointain souvenir de l'irreprésentable, pour rendre sensible, par le moyen d'une installation sonore, *Haraka* (« mouvement » en arabe), ce moment particulier dans la vie du sujet blessé où la mise à l'arrêt générale de la voix coïncide avec une persistance du mouvement affectif, ce qui pose en définitif, une question d'écoute.

Le silence est une trace potentielle du traumatisme qui prend des formes souvent formelles dans les écrits historiques, plus incarnées dans les écrits littéraires. Mais un silence s'écoute plutôt qu'il ne se lit. De décembre 2019 à septembre 2020, j'ai écouté des archives orales d'anciens supplétifs témoignant de la dernière guerre de la colonisation française en Algérie. De nombreuses structures françaises détiennent aujourd'hui des banques d'enregistrements audio relatant ce contexte que les recherches archivistiques et historiques¹ ou l'État² ont rassemblées. Souvent il s'agit d'hommes, des appelés, d'autres militaires, des personnages politiques, médiatiques ou scientifiques, des harkis et des pieds-noirs. Beaucoup trop rarement de femmes, que l'on sait pourtant présentes bien que désarmées dans l'armée française à cette période. La plupart de ces archives orales ont été enregistrées à la fin des années 1990 ou après les années 2000, moment où la guerre avait finalement été reconnue comme telle et où le statut de victime commençait à s'imposer. Il est évident que cela a une incidence sur le contenu des archives orales mises à disposition. Trois structures, entre autres, possèdent des corpus d'enquêtes comprenant des témoignages de harkis ou leur étant consacrés.

Le Service Historique de la Défense à Vincennes détient de très larges ressources audio rassemblées depuis 2005 par une fusion de cellules d'histoire orale, la Division des Témoignages Oraux. Nombre de ces ressources et leurs instruments de recherche sont accessibles en salle d'écoute et téléchargeables par les chercheuses devant justifier de leur travail. D'autres fois il faut en demander l'accès par mail. Les enquêtes que j'ai écoutées ont pour beaucoup été menées par des agents du SHD ou par l'Office Nationale des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre, qui demeure sous la tutelle du ministère des Armées.

Le Centre de Documentation Historique sur l'Algérie est une association largement consacrée à la mémoire des populations françaises du Maghreb, qui détient des ressources audio essentiellement dédiées aux témoignages de pieds-noirs et d'appelés, avec également des émissions politiques radio-phoniques, et quelques enregistrements de harkis ou évoquant leur condition.

La phonothèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme propose plusieurs archives sonores portant de près ou de loin sur les événements de l'indépendance algérienne. Plus de cent-trente heures d'écoute relatent la période de la guerre d'Algérie et tentent dans la mesure des questions juridiques, de mettre en ligne ce contenu d'archives orales. Entre un premier environnement ultra militaire et un deuxième qui n'a même pas le souci de dissimuler sa nostalgie de l'Algérie française, la MMSH est un contrepoint important. Les archives orales de la MMSH, loin de l'écueil national ou militaire, abordent des thématiques peu répandues, celle par exemple des Européens en Algérie indépendante, des actes de refus civils et militaires, ainsi que des témoignages d'anciens supplétifs. Sur deux journées d'écoute dans la phonothèque j'ai enfin pu entendre des témoignages qui laissent la place à l'humain jusque dans ses silences, notamment dans un corpus d'enquêtes dédiées à la mémoire des harkis : le corpus d'enquêtes *Récits de vie de Harkis*, réalisé par l'historien Grégor Mathias à la fin des années 1990, consultable sur place. Entreprise dans le cadre d'une convention entre l'Université de Provence et l'Association des anciens des Affaires algériennes, cette série d'enquêtes contient cinquante-six archives orales pour plus de soixante-dix heures d'écoute. Menées auprès d'engagés et auxiliaires militaires français-musulmans ayant été actifs aux côtés de la France durant la dernière guerre, ces enquêtes donnent un panorama de personnes issues d'environnements sociaux différents, avec des positionnements variés. On y entend des harkis, des moghaznis, des gardes GMS, des appelés kabyles, des personnes à tendances politiques pro-françaises, des harkis faits prisonniers après l'indépendance,



de nombreuses personnes tiraillées entre la France et le FLN, une femme kabyle engagée aux côtés de la France, une personne alors enfant.

Grégor Mathias a déposé ce corpus dans le cadre de son Diplôme d'études approfondies d'histoire. Il connaît bien son terrain. Sa bonne connaissance historique agit souvent comme un ressort pour le témoin, qui à la fois encadre le témoignage et permet de relancer la discussion en précisant le contenu. Même si une grille de questions préétablie sert de base à ses enquêtes, Grégor Mathias fait preuve d'une plasticité dans l'échange et accueille les mémoires les plus douloureuses. Il laisse les paroles errer, et si un témoin est loquace, il sait aussi le laisser conduire. Son écoute attentive et neutre engage des manières différentes de faire parler. Ce qui donne lieu à l'intérieur du corpus, à des silences, parfois accompagnés de douleurs, parfois de rires, d'autres fois d'indifférence ... mais en tout cas à de nombreuses modalités d'arrêts de la voix, dont la majeure partie ne recourent pas vraiment l'imaginaire du silence en lien avec une mémoire traumatique comme on peut se le figurer.

Toutefois, il y a des silences testimoniaux comme on les attend, qui conviennent bien à l'imaginaire du rappel douloureux : la voix s'arrête, le témoin a du mal à reprendre, le silence s'éternise, un sanglot est retenu et le témoin peut finir par énoncer à voix basse qu'il lui est impossible d'aller plus loin.

S'il existe bien un silence testimonial long et douloureux comme on se l'imagine et pour lequel il est pratique d'accorder ensemble du crédit à la réouverture d'une blessure qui l'occasionne, il faut pouvoir dépasser un imaginaire évident pour tendre l'oreille vers d'autres formes de silences moins explicites, moins longs et sans douleur.



L'installation sonore *Haraka* répète quatorze situations de questions interrompues par des réponses qui se refusent. Quatorze, c'est le nombre de silences conséquents à une question sur lesquels j'ai décidé de réfléchir. Cela prend forme au sein d'un dispositif cylindrique d'occlusion visuelle et de diffusion sonore. Une question est diffusée depuis le plafond puis l'enregistrement s'interrompt au profit d'un choc donné sur les parois du dispositif, dans la résonance duquel émerge un moment musical composé à partir du silence en question. Selon les sons choisis, ce dispositif réagit de manière excessive, à tel point que les incidences sonores en viennent à recouvrir parfois le son source. Cet effet de mise en branle de la matière est rendu possible

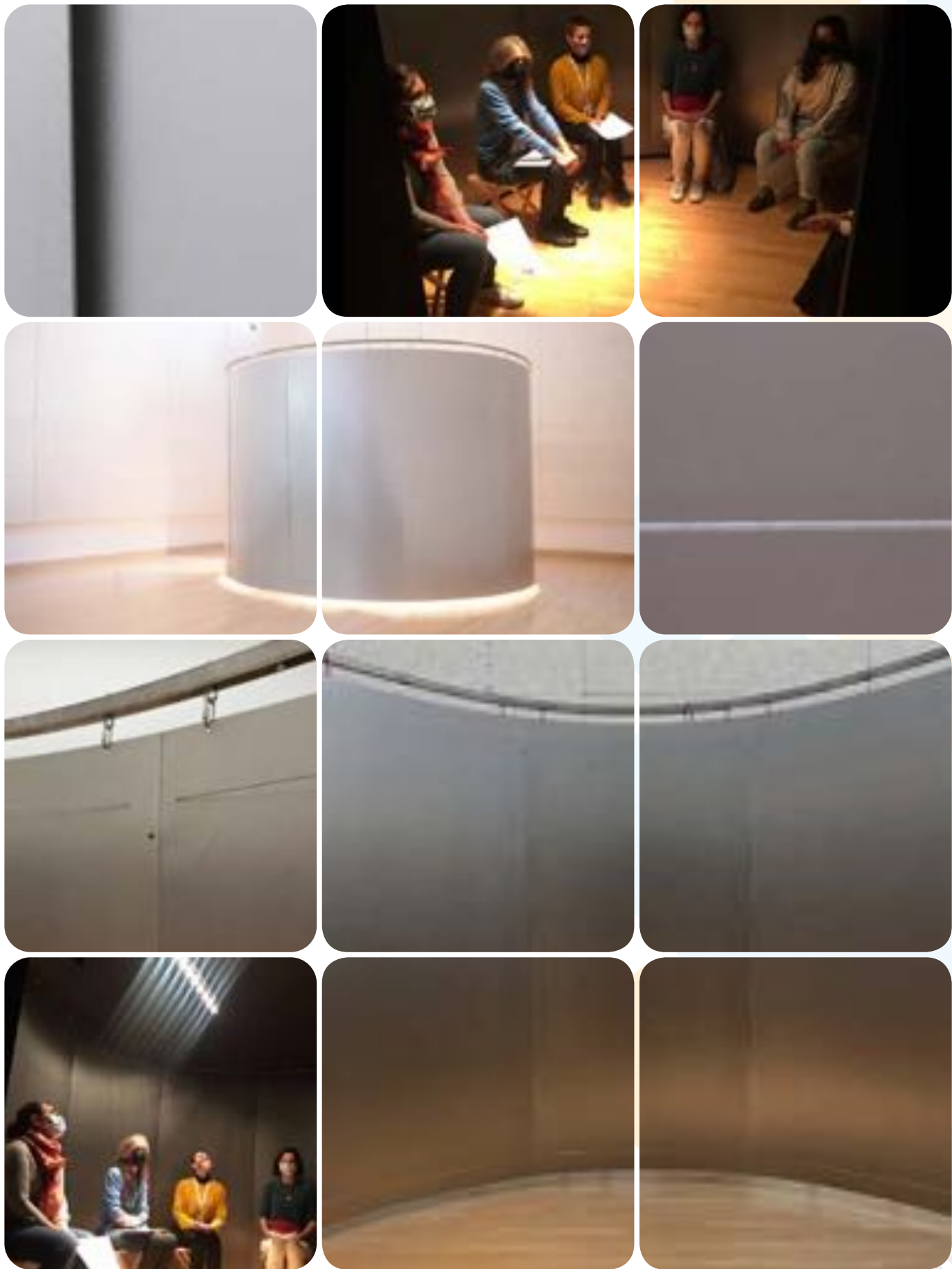
grâce au remplacement des haut-parleurs classiques par des excitateurs audio qui diffusent le son directement à travers les matières solides. En reproduisant des situations interruptives qui confondent le *logos* et le musical, en posant la musique en lieu et place du silence de voix, et donc en lieu et place d'une réponse qui ne viendra pas mais dont l'absence l'appelle d'autant plus, il s'agit de proposer un autre moyen de faire résonner les blessures traumatiques inscrites dans l'histoire. L'installation *Haraka* ne demande pas à l'auditeur d'aborder la question du silence de voix par de la production de sens, ni par la prise en main d'un document partageable, ni non plus par la mise en commun de savoirs. Elle réquisitionne la présence sensible des auditeurs par le biais de la surprise au moment d'une vacance du sens, rappelant que l'on est souvent au mauvais endroit lorsque l'on cherche à donner du sens au silence.

Jérémy Nicolas

Artiste-chercheur associé à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord, doctorant en recherche-crédation musique et enseignant à Paris 8 (Musidanse/CICM)

Jérémy Nicolas vit et travaille à Marseille. Sa thèse débutée en 2019, intitulée *Écho d'affect d'effroi* et menée sous la direction d'Anne Sèdes (codirection Joseph Delaplace), est encadrée par un contrat doctoral de l'EDESTA. En 2021 son projet d'installation sonore *Haraka* reçoit l'aide à la création ArTeC. Accueillie à la MSH Paris Nord, cette pièce fait l'objet d'une Visite insolite du CNRS la même année. Par ailleurs, Jérémy Nicolas collabore depuis 2015 avec les arts plastiques et vivants, pour des projets réalisés à la Maison des arts de Malakoff, au CENTQUATRE ou au Centre Pompidou.

En savoir plus : <http://jeremynicolas.com/creations/haraka/>



Haraka, 2021
Installation pour un dispositif d'occlusion en acier,
silences de harkis et excitateurs audio
Crédits photos : Makoto Friedmann, Flavie Jeannin, Jérémie Nicolas

AN-HARKIE

L'histoire postcoloniale des harkis est marquée par la violence : celle vengeresse contre les « traîtres » en Algérie et celle de la relégation, aux marges de la société, en France. Leur construction en minorité tierce se réalise, en effet, au coeur d'un dispositif d'accueil et de reclassement qui les éloigne aussi bien de la communauté nationale que de l'immigration algérienne, contribuant à leur stigmatisation, génération après génération. A ce devenir ont, aussi, oeuvré les politiques mémorielles, figeant les anciens supplétifs dans le rôle postiche de fidèles serviteurs de la patrie, au détriment de la reconnaissance de leurs trajectoires hétérogènes d'enrôlement.

Le projet visuel *An-harkie* cherche à se dégager du noeud de contradictions dans lequel s'est construite la condition harkie, et à ouvrir un autre espace en explorant les traces fragmentaires de ces expériences à partir desquelles peut se dessiner un contre-champ. Il s'agit donc d'une propo-



Extrait du film *An-harkie*, photo du camps de Rivesaltes en 1962, 2022



Commémoration du « cinquantième anniversaire de l'installation définitive du bachaga Saïd Boualam et ses harkis », cité du Mazet, Mas Thibert, 18 mai 2012.
Crédit Giulia Fabbiano, 2012

sition consistant à tenter de produire non pas un discours, non pas une meilleure version de cette histoire en mal de récit, encore moins une version officielle qui s'imposerait comme hégémonique. Mais, plutôt, un arrangement pour nous désidentifier de la place depuis laquelle on a appris à envisager cette question, pour défaire la cristallisation du « harki » autour d'une identité figée. *An-harkie* se veut une articulation multivocale qui questionne l'ordre du discours, son officialité, son cérémonial, sa performativité en faisant apparaître petit à petit l'ensemble de ses contradictions, de ses apories, de ses sens détournés derrière le décor commémoratif.

En se rendant disponibles à ce qui peut se dire dans un entre-deux, dans l'écart entre les dispositifs officiels et les vies réellement vécues, il est ainsi possible d'entendre émerger d'autres voix et d'autres récits qui déterrent les traces et les détournent en archives. Par la résurgence d'indices – une photo, un journal, des notes – et le déterrement d'histoires auxquelles ces indices donnent accès, le double mouvement d'assignation et de subjectivation est repensé et reperformé. De cette polyphonie désorganisante se dégage, alors, une



Au premier plan, stèle en hommage au bachaga Saïd Boualam ; à l'arrière plan, haouïtha de Sidi Mamar, Mazet, Mas Thibert. Crédit Giulia Fabbiano, 2022

« troisième langue », intime et publique à la fois, profondément politique. Cette langue déplie l'indicible dès lors qu'elle propose de défaire les réductions – pour/contre, loyauté/trahison, fidélité/infidélité – qui le nomment. Ainsi permet-elle d'entourer l'objet, de le circonscrire et de le nommer, tout en le protégeant au moment même où il l'exhibe.

En tant que document visuel, *An-harkie* cherche à potentialiser la « barbarie » de la condition harkie – cette barbarie qu'évoque l'écrivain Kateb Yacine, comme refus de se perdre alors même qu'on est donné pour perdu – pour donner voix à la manière dont peut se dégager un savoir de résistance, et donc, une puissance politique, dans l'après-coup des dispositifs juridiques et institutionnels : cet après-coup que la psychanalyse a inventée comme temporalité non seulement pour pouvoir penser conjointement les prolongements du passé dans le présent et les effets rétroactifs du présent sur le passé, mais aussi, pour pouvoir envisager le coup d'après, c'est-à-dire les manières dont le passé en vient à se conjuguer au futur.

Giulia Fabbiano

Maître de conférence AMU, IDEAS

Sophie Mendelsohn

Psychanalyste.

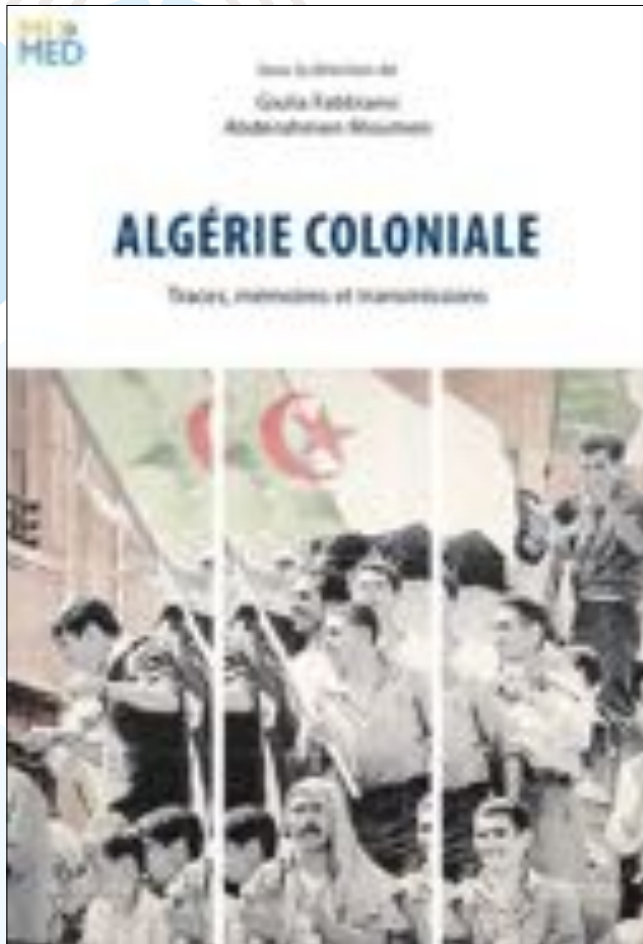


Zahia Rahmani, lecture d'un passage de Moze. Extrait du film *An-harkie*, 2022

Zahia Rahmani, lecture d'un passage d'un carnet intime. Extrait du film *An-harkie*, 2022

ALGERIE COLONIALE TRACES, MÉMOIRES ET TRANSMISSIONS

Cet ouvrage est paru en 2022 aux éditions Le cavalier bleu, dans le cadre de la collection MiMed (Migrations Méditerranée) qui propose, en partenariat avec la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, une lecture scientifique et accessible des migrations, si souvent au cœur de débats passionnés. L'approche par les sciences sociales, dans une perspective pluridisciplinaire, révèle la fabrique de la Méditerranée au travers des dynamiques migratoires et transnationales, en son sein comme en d'autres espaces, aujourd'hui comme hier.



L'ouvrage porte l'éclairage sur la colonisation et la guerre d'indépendance, séquence centrale de la construction nationale et étatique aussi bien de la France que de l'Algérie. Dans une éclosion révolutionnaire, l'Algérie héroïse le peuple levé comme un seul homme, tandis que la France peine à accueillir ceux qui ont fait l'expérience de l'Algérie coloniale. Au sein des deux sociétés, l'ensemble des acteurs expriment des narrations et des exigences mémorielles plurielles, parfois antagonistes. Chacun prend le fragment dans lequel il se reconnaît, participant de la construction d'une mémoire-puzzle, en dehors d'une vision globale de ce que fut l'entreprise coloniale.

En pleine actualité mémorielle, cet ouvrage propose de quitter le terrain passionnel et les instrumentalisation politiques et de déplacer le regard sur les agissements du passé en transmission et toujours en mouvement. Les contributions réunies ici interrogent les traces de la colonisation, de la guerre d'indépendance et de leurs mémoires dans différents domaines et différents milieux.

Une démarche nécessaire qui ouvre un champ et renouvelle le débat.

<http://www.lecavalierbleu.com/livre/algérie-coloniale/>

Direction :

Giulia FABBIANO, Abderahmen MOUMEN

Giulia Fabbiano

Anthropologue, spécialiste des problématiques identitaires et mémorielles dans l'espace transnational algérien, IDEAS

Abderahmen Moumen

Historien et chercheur associé à TELEMMe (Aix-Marseille Université).

Contributeurs-rices : Nouredine Amara, Michèle Baussant, Hajer Ben Boubaker, Muriel Cohen, Emmanuelle Comtat, Karima Dirèche, Florence Dosse, Béatrice Dubell, Benoît Falaize, Muriam Davis Haleh, Nicolas Lebourg, Djemaa Maazouzi, Sophie Mendelsohn, Amar Mohand-Amer, Amar Nafa, Thomas Serres, Aude Signoles, Sylvie Thénault.

Presse :

- Mention du livre dans un article de AOC, le 27 septembre 2022
- Sylvie Thénault était l'invitée de *La marche du monde* sur RFI, le 28 août 2022
- Tribune de Giulia Fabbiano sur le blog du groupe de recherche ACHAC, le 30 mars 2022
- Entretien avec Giulia Fabbiano dans *Le Point*, le 17 mars 2022
- Recension de l'ouvrage dans *L'Humanité*, le 17 mars 2022
- Abderahmen Moumen était l'invité de *La marche du monde* sur RFI, le 11 mars 2022
- Recension dans *La Croix*, le 12 mars 2022
- Bonnes feuilles publiées sur le site *Algeria Watch*, le 5 mars 2022.
- Information de parution sur le site *Histoire coloniale et postcoloniale*, le 17 février 2022

Autres ouvrages parus dans la collection MiMed / Le cavalier Bleu, 2023 :

Enfances et jeunesse en migration, sous la direction de Virginie Baby-Collin et Farida Souiah

Ser y Estar. Les Pieds-Noirs d'Alicante et de sa région (1962-années 2010), écrit par Mariana Dominguez Villaverde. Préface d'Isabelle Renaudet et d'Emilio La Parra López